

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°68 - MAI 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Election de Sarkozy : Construire



**anticapitaliste
pour le
socialisme !**

Sommaire du n° 68

- ✓ Déclaration du GSI - Après l'élection de N. Sarkozy : construire une alternative anticapitaliste, pour le socialisme ! p.2
- ✓ Airbus : les travailleurs débordent les directions syndicales. p.4
- ✓ Non à la destruction rampante du Code du travail... p.5
- ✓ La lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers continue. p.6
- ✓ La liquidation de l'enseignement public... p.7
- ✓ Manifestation du 1er mai. p.8
- ✓ Bilan de la mobilisation des étudiants contre les pôles d'excellence p.9
- ✓ Lycéens, étudiants, travailleurs : unité dans les luttes ! p.9
- ✓ Irak-Palestine. p.10
- ✓ Dernière minute - Appel de l'AG après la manifestation du 16 mai. p.11
- ✓ Italie - PdAC (section de la LIT-QI) - Comment la bourgeoisie utilise Refondation Communiste. p.12

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) [nouvelle adresse](mailto:nouvelle_adresse) :

contact@gsi-litqi.org

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

17 mai 2007

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Déclaration du GSI

Après l'élection de N. Sarkozy : construire une alternative anticapitaliste, pour le socialisme !

N Sarkozy a donc été élu avec 53% des suffrages, contre 47% pour S. Royal, dans un contexte de participation qui s'est maintenue à un niveau élevé (84%). Cette élection démontre une radicalisation et une mobilisation massive de l'électorat bourgeois et petit bourgeois en faveur de Sarkozy. Devant ce non-choix entre deux candidats représentant la continuité capitaliste bourgeoise, la version originale, N. Sarkozy, a fort logiquement été préféré à la copie, S. Royal. Cette élection traduit aussi une désorientation de la part de l'électorat ouvrier et populaire, dans la mesure où la campagne des deux candidats a consisté à brouiller les frontières de classes..., l'appel de la LCR et de LO à voter Royal au second tour ayant ajouté à la confusion.

« L'original » a défendu une politique clairement à droite, reprenant à son compte les revendications du patronat et cherchant à unifier tous les secteurs de la droite, jusqu'ici divisés, sur la façon d'amener la classe ouvrière à la défaite. Sarkozy n'a pas hésité à reprendre les thèmes de l'extrême droite sur l'immigration et sur l'insécurité, et il a cherché à diviser systématiquement les travailleurs en opposant ceux du privé aux fonctionnaires, « ceux qui se lèvent tôt » à ceux qui n'ont pas de travail.

C'est le terrain traditionnel de l'extrême droite, une logique selon laquelle l'adversaire d'un ouvrier ne serait pas le patron, mais l'autre ouvrier, ou l'immigré, ou le chômeur. Aussi, le discours de Saint-Étienne le 9 novembre 2006, mettant en scène un Sarkozy à prétention « sociale », est une référence implicite au discours du maréchal Pétain qui en 1941, et dans cette même ville, avait présenté sa « charte du travail », son projet corporatiste d'association capital/travail. Sarkozy, lui, a continué de brouiller les cartes en multipliant par ailleurs les références à L. Blum ou à J. Jaurès lors de ses meetings.

Pour sa part, « la copie » a défendu à « demi-mot » une politique de droite, dans la continuité de celle menée depuis des années au nom de l'application des traités capitalistes, à commencer par celui de Maastricht. Royale a marché littéralement sur les platebandes de Sarkozy. Ainsi, à propos des expulsions de sans-papiers, par exemple, elle n'a contesté le comportement de la police que sur le plan moral : l'arrestation d'un grand-père - pour expulsion ultérieure - ne lui pose aucun problème à condition que cela ne se passe pas devant l'école où sont scolarisés les petits-enfants.

« La copie » s'est prononcée, elle aussi, pour l'encadrement de la jeunesse... dans des « centres fermés » dirigés par l'armée, là où Sarkozy proposait la police. Prétendant « réconcilier la France avec les entreprises », elle annonce sa volonté de... « réformer » les régimes spéciaux de retraites, et elle présente un CPE « de gauche », son fameux « parcours première chance » ; Royal veut réformer la carte scolaire quand Sarkozy « souhaite que l'on puisse avoir le choix de l'école de son enfant », et etc., etc. : on pourrait développer ainsi sur tous les thèmes de sa campagne, jusqu'au cirque fait autour de « l'identité nationale ». Rien n'aura donc été épargné aux travailleurs et aux jeunes.

La confusion a été portée à son comble quand le PS s'est lancé dans une opération de rapprochement avec l'UDF de F. Bayrou, dont les élus ont tout de même fini par rallier en masse... l'UMP ! On a atteint le summum lors du meeting de S. Royal, le premier mai, au stade Charléty : « *Oui, j'ai entendu les candidats de la gauche antilibérale. Oui, la vie vaut mieux que les profits ! Oui, j'ai entendu l'idéal des altermondialistes ; oui, un autre monde est possible. Oui, j'ai entendu le message des électeurs du centre et de tous les républicains de progrès et je leur dis : rien ne se fera sans le goût de la démocratie, d'une Europe qui* »

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

fonctionne et surtout d'un Etat impartial. ».

S. Royale antilibérale, altermondialiste, centriste et favorable au traité constitutionnel européen ! Il y avait là-dedans « à boire et à manger » pour tant de monde que, à la fin, personne ne s'y est retrouvé.

En effet, la campagne d'entre les deux tours a amplement confirmé ce que nous avons déclaré au lendemain du 22 avril : « *Ceux qui disent que Sarkozy veut imposer une défaite à la classe ouvrière ont raison. Mais nous avons aussi raison quand nous affirmons que S. Royal et le PS veulent imposer une défaite à froid, sans luttes, aux travailleurs. Entre la politique du « big stick » du petit führer des Carpates, de N. Sarkozy, et la politique pétainiste d'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat de S. Royal, nous n'avons pas à choisir. Choisir entre ces deux candidats de l' « UMPS » et du MEDEF, reviendrait à accepter leur politique et à choisir « la sauce » à laquelle nous devrions « être mangés ».* ». **Nous persistons et nous signons !**

Au-delà de l'élection présidentielle et des législatives qui approchent, les dirigeants du PS et de l'UMP ont des préoccupations communes. On l'a vu, les deux candidats se sont retrouvés sur l'essentiel des contre-réformes : refus de la régularisation des sans papiers, ordre moral imposé à la jeunesse, démantèlement des acquis sociaux (régimes spéciaux de retraites, service minimum contre le droit de grève, généralisation de la précarité, etc.), intégration poussée des organisations syndicales à l'Etat.

Cependant, le PS et l'UMP voient plus loin. Ils sont d'accord pour tenter un véritable sauvetage des institutions : en s'appuyant sur le quinquennat et sur un bipartisme institutionnel, ils entendent accentuer le caractère bonapartiste du régime. Dans l'immédiat, ce mouvement conjoint vers la droite de la part des appareils PS et UMP, s'est-il traduit dans les urnes par l'élection de Sarkozy.

Le « vote utile » est-il une fatalité ?

La désorientation, la confusion voulues par les deux candidats de droite (Sarkozy et Royal) et les forces qu'ils

représentent, sont cependant démenties tous les jours par la lutte des classes. Pour preuve, les grèves qui ont déferlé pendant toute la période encadrant l'élection présidentielle, jusqu'à la dernière en date, celle des travailleurs d'Airbus qui a duré quinze jours et ce, contre l'avis des directions syndicales (voir l'article dans ce numéro de l'Internationaliste). Il y a donc une véritable contradiction entre le développement réel de la lutte des classes et son résultat sur le terrain déformé des élections.

Dans ce contexte, la décision de LO et de la LCR d'appeler à voter pour S. Royal a contribué à la désorientation de la classe ouvrière et, objectivement, au brouillage des frontières de classe.

Pendant des années, sur le terrain déformé des élections, les travailleurs ont rejeté tous les gouvernements de droite comme « de gauche » qui, tous, ont appliqué les mesures anti-ouvrières dictées par l'application des traités européens. Pendant des années, les travailleurs ont démontré, jour après jour, leur volonté de résister par les moyens classiques de la lutte des classes.

Dans ce contexte, pour les marxistes révolutionnaires, il n'y a pas de fatalité dans le « vote utile » ou dans quoi que ce soit de ce genre. En effet, un parti déterminé, véritablement ouvrier et internationaliste, un parti anticapitaliste pour le socialisme, avec un programme et des mots d'ordre appropriés, un tel parti aurait retourné la dynamique du « vote utile » pour la transformer en mouvement de renforcement du parti révolutionnaire et de mobilisation de la classe ouvrière. Ce n'est pas à cela que se sont attachées LO et la LCR au cours de cette campagne.

Et maintenant ?

Aujourd'hui, Sarkozy annonce son intention d'accélérer la mise en oeuvre de son programme. Le PS, confronté aux tentations de règlements de comptes, persiste dans son projet pro-capitaliste. Sa « rénovation » ou sa « refondation » l'amène à rechercher un accord, un point de convergence avec le nouveau « mouvement démocrate », l'ex-UDF, de F. Bayrou. Ainsi, F. Hollande, premier secrétaire du PS, déclarait-il le 13 mai sur France 3 : « *Il n'y a pas d'im-passe, il faut inventer une nouvelle stratégie : l'invention de cette stratégie,*

c'est un grand Parti socialiste qui couvre tout l'espace qui va de la gauche, sans aller jusqu'à l'extrême gauche, jusqu'au centre-gauche ou au centre ». De son côté, le PCF appelle au « sursaut des progressistes »... en vue des législatives !

Entre-temps, la classe ouvrière et la jeunesse continuent de manifester leur détermination à défendre leurs intérêts, leurs acquis et leur avenir par la grève et la manifestation, par les moyens traditionnels de la lutte des classes et ce, malgré la volonté des bureaucraties syndicales de s'intégrer à l'Etat et accompagner l'application des projets du MEDEF.

A ceux qui refusent le piège de la confusion et de la collaboration des classes, l'intérêt historique de la classe ouvrière commande de se rassembler et de mener le combat pour la seule rupture qui soit envisageable : la rupture avec l'ordre établi, la rupture avec le capitalisme, pour le socialisme.

Ce 6 mai, contrairement à LO et à la LCR, des militants, courants, secteurs et organisations se réclamant de la classe ouvrière, dont le GSI, ont fait le choix de rejeter la pression et le chantage, ont fait le choix de rejeter les deux candidats de la bourgeoisie.

Il appartient maintenant à ces militants d'œuvrer pour la défense d'un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat et du patronat, à l'échelle du pays et à l'échelle de l'Union Européenne, en rupture avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Cela nécessite de construire, dans tous les syndicats, des tendances de lutte des classes qui travailleront à l'unité de la classe ouvrière, fidèles à ses intérêts historiques, dans la perspective d'une CUT, une centrale unique des travailleurs débarrassée des bureaucraties.

Il appartient maintenant à ces militants, à travers la discussion et la recherche d'une action commune dans la lutte des classes, d'œuvrer à l'ouverture d'une alternative révolutionnaire, à la construction de l'instrument dont la classe ouvrière a besoin : **un parti ouvrier internationaliste, anticapitaliste, pour le socialisme.**

Le 14 mai 2007

Le GSI

Airbus : les travailleurs débordent les directions syndicales

La campagne présidentielle qui vient de se terminer a été marquée par un nombre particulièrement important de conflits sociaux et de grèves. Cependant, malgré leur détermination, les travailleurs mobilisés se sont heurtés au manque de perspectives politique et syndicale, ainsi qu'à l'obstacle bureaucratique. Dans ce contexte la lutte menée par les travailleurs d'Airbus a été emblématique.

A la fin février 2007, la direction d'Airbus annonce le plan Power 8 pour « redresser » l'entreprise. Ce plan prévoit la suppression de près de 10 000 emplois à échelle européenne, dont 4 300 en France. Plusieurs mouvements de grève sont lancés par les directions syndicales, sous la pression des travailleurs. Une mobilisation européenne est même organisée au sein du groupe. Les travailleurs de l'entreprise débrayent le même jour dans différents pays européens et plusieurs milliers de travailleurs descendent dans la rue à Toulouse, Nantes, Hambourg etc. Mais les échéances électorales approchant en France, tout est fait pour que le mouvement n'ait pas de suite. La tension reste néanmoins palpable au sein de l'entreprise.

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, comme par provocation, la direction d'Airbus annonce le versement d'une prime d'intéressement de 2,82 euros pour les ouvriers les moins bien payés, et d'à peine quelques euros supplémentaires pour les autres travailleurs. Après les suppressions d'emploi, les indemnités de départ perçues par N. Forgeard de près de 8,5 millions d'euros et les 90 millions de dividendes que

se sont arrogés les actionnaires, la coupe est pleine. Le 27 avril, les travailleurs des usines Airbus de Loire-Atlantique se mettent en grève, débordant ainsi les syndicats. Les directions



bureaucratiques s'activent alors pour que la grève s'arrête et ne perturbe pas la campagne électorale. Le délégué FO d'Airbus (syndicat majoritaire dans le groupe), appelle les travailleurs à reprendre le travail pour pouvoir ouvrir « des négociations salariales » avec la direction. Voyant que les travailleurs continuent la grève, la direction concède une prime de 500 euros, mais là encore les travailleurs estiment cela insuffisant et poursuivent leur mouvement. C'est finalement l'isolement, le

manque de relais nationaux et de perspectives (comme dans le cas de la grève de PSA-Aulnay, ou, auparavant, des tramways de Marseille) qui obligent les travailleurs à reprendre le travail.

Ce mouvement permet de faire plusieurs constats. Il a montré comment les directions syndicales ont cherché à normaliser la situation dans le sens du patronat, en essayant de faire reprendre le travail pour, soi-disant, ouvrir des négociations salariales. Les syndicats ont également isolé les travailleurs au sein même de l'entreprise. Le mouvement a été cantonné aux sites de Loire-Atlantique et tout a été fait pour que les sites de Toulouse ne se mettent pas en grève à leur tour. Par ailleurs, les dirigeants de FO ont dénoncé publiquement des militants FO au nom de leur appartenance à un parti politique (en l'occurrence, le Parti de Travailleurs-PT). En fait, ces militants ont été ainsi dénoncés parce que, en intervenant dans le mouvement de grève, ils se sont placés sur le terrain de la lutte des classes.

La question qui est posée aujourd'hui, alors que les travailleurs cherchent les voies de l'offensive, est d'ouvrir une véritable perspective syndicale qui se situe sur le terrain de la lutte des classes, qui défende réellement leurs intérêts. Par conséquent, une perspective qui permette de lever l'obstacle bureaucratique en rompant l'isolement et en surmontant la division à laquelle les travailleurs sont soumis.

Mathieu

Je m'abonne à *L'Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 24 euros pour 12 numéros, + euros (soutien)
Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Signature

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : *L'Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Non à la destruction rampante du Code du travail !

Unitaires et mobilisés, dans la défense de nos droits de travailleurs !

Fidèle à son habitude, le gouvernement profite une fois de plus de la période électorale pour faire passer une importante réforme. En effet, le 12 mars dernier a été adoptée une ordonnance visant à réorganiser intégralement la partie législative du Code du travail. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement utilise ce procédé pour modifier discrètement l'état du droit. Ainsi par exemple, en 2003 et 2004, le parlement a habilité le gouvernement à pouvoir refondre totalement le droit des sûretés (garanties, hypothèques, cautionnement) et à créer le nouveau Code général de la propriété des personnes publiques. La création de nouveau code aboutit à modifier au bas mot la rédaction de 15 autres codes !

L'objectif est clair : utiliser l'article 38 de la Constitution, qui permet au gouvernement d'empiéter sur le domaine de la loi, et remettre en cause les acquis ouvriers avec l'assentiment du parlement. Ce moyen, plus rapide et plus discret que de longs débats publics au parlement, est d'autant plus simple à mettre en œuvre, que le gouvernement dispose de la majorité. En effet, sa mise en œuvre nécessite une loi votée par le parlement, loi dont le projet est actuellement sur les bureaux de l'assemblée nationale, en attente d'être adoptée. La loi d'habilitation précise que cette réécriture se fait à « droit constant », c'est-à-dire sans modification du droit applicable, le gouvernement devant se contenter de corriger les éventuelles erreurs, doublons et autres incohérences lors de la réorganisation.

Le mensonge du « droit constant » préparant la remise en cause du droit du travail.

Ne pouvant remettre frontalement en cause le Code du travail, le gouvernement et le patronat, appliquant la technique du dépeçage, l'attaquent de tous les côtés : casse des diplômes nationaux, nouvelles conventions collectives plus défavorables aux salariés, multiplication des contrats précaires et des

exonérations patronales, criminalisation des grévistes, jurisprudence agressive. Sous prétexte de « simplification », cette ordonnance se situe dans un mouvement d'ensemble qui a pour finalité la casse du droit du travail et des acquis des travailleurs !

Les exemples sont éloquentes, le plan et les titres utilisés ne sont pas neutres.

Ainsi, la partie 6, intitulée « formation professionnelle tout au long de la vie », prend acte de la remise en cause du droit à la formation continue, système qui permettait aux travailleurs de bénéficier d'une formation aux frais de l'employeur pour, par exemple, suivre les évolutions techniques. Ce droit, acquis par la lutte, est remplacé par un système de formation permanente qui s'appuie sur la casse des diplômes nationaux initiaux, et qui impose aux salariés de se former, à leurs frais, pour conserver leur « employabilité ».

Par la réorganisation des dispositions du Code du travail, c'est la logique du patronat qu'on impose. Ainsi, l'article L 321-1, qui réunissait la définition du licenciement économique et les obligations patronales en matière de reclassement, est désormais scindé en deux articles distincts et placés dans deux sous-sections différentes. Ceci ouvre la porte à une suppression discrète du L 321-1 et, par ailleurs, complète l'œuvre de casse des acquis sociaux entreprise par la chambre sociale de la Cour de cassation. Laquelle Cour, par exemple, dans un arrêt du 31 mars 2006 (jour de la publication de la loi sur l'égalité des chances) a autorisé les licenciements économiques préventifs, pourtant interdits par le Code du travail.

Toujours dans le même sens, on peut observer qu'un certain nombre d'articles passent du domaine législatif au domaine réglementaire, permettant ainsi au gouvernement de les modifier sans avoir à passer par une loi. Ces articles sont loin d'être anodins, puisqu'ils concernent l'inspection du travail et le conseil de prud'hommes. Le terme inspecteur du travail est ainsi remplacé par celui d'« autorité admi-

nistrative », le nouvel article réglementaire précisant qu'il s'agit du bien de l'inspecteur du travail. Mais rien n'empêche, à l'avenir, une nouvelle modification, dans un sens beaucoup moins favorable aux travailleurs... De même, les compétences du conseil de prud'homme sont parfois transférées au juge judiciaire...

Dernier exemple de cadeau fait au patronat : dans la nouvelle rédaction, le présent de l'indicatif est systématiquement utilisé à la place de l'impératif, ce qui permet d'effacer le caractère obligatoire d'une disposition : ainsi, au lieu de « l'employeur **doit** informer », on trouvera désormais « l'employeur informe »...

La codification dite « à droit constant » vise en réalité à démanteler le droit du travail ; elle est donc un mensonge de plus envers les travailleurs. Conscient de la gravité de cette remise en cause (« nécessaire » pour assurer la rentabilité maximale des entreprises), le gouvernement s'est acquis la participation des bureaucraties syndicales afin de garantir la paix sociale.

La trahison des bureaucraties syndicales : de la « participation active » à l'accompagnement des réformes.

La nouvelle codification du code du travail devait s'effectuer dans un cadre de « participation active » des 5 confédérations syndicales. Aussi, dès le départ, celles-ci se sont associées à la commission mise en place pour discuter de cette réécriture, en avril 2005. Cependant, lors de la réunion de la commission nationale de la négociation collective, le 6 février, les confédérations ont appris que la partie législative devait rentrer immédiatement en vigueur et sans attendre la révision de la partie réglementaire, risquant ainsi de créer un vide juridique durant plusieurs mois.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

La CGT a attendu le 27 février 2006 pour, tièdement, dénoncer « les formes de la « concertation » engagée et les dangers de cette recodification ». Ensuite, les 5 confédérations annoncent qu'elles ont finalement obtenu le « gel » de l'ordonnance et ce, jusqu'à ce que la partie réglementaire soit également revue.

Les bureaucraties syndicales, que pensaient-elles pouvoir obtenir dans ce cadre ? Qu'y a-t-il à attendre d'une réécriture du code du travail voulue par le gouvernement..., alors que le mouvement contre le CPE/CNE/LEC bat son plein ? En quoi le « gel » de l'ordonnance serait-il rassurant pour l'avenir des droits des travailleurs ? Aujourd'hui, les directions confédérales peuvent toujours s'indigner du manque

de « concertation » et de « débat démocratique » avec le gouvernement et le patronat...! Pensaient-elles sincèrement qu'il est possible de négocier avec le patronat, comme nous l'explique la CGT, « pourvu que cela ait lieu dans des conditions effectives de loyauté, d'égalité entre les négociateurs et de démocratie » ? En réalité, en acceptant de s'asseoir à la table des négociations, les bureaucraties syndicales acceptent de garantir la paix sociale et se livrent à la collaboration de classe. En liquidant le syndicalisme de classe indépendant de l'Etat et du patronat, en acceptant de négocier, en refusant de mobiliser et d'unifier les luttes contre les attaques et la casse du droit du travail, la direction de la CGT et toutes les autres directions syndicales, ont une attitude criminelle à l'égard des travailleurs. Aujourd'hui, la volonté des bu-

reaucraties est de passer d'un syndicalisme de revendications à un syndicalisme de propositions, et puis d'accompagnement des réformes..., pour arriver, enfin, à un syndicalisme de services totalement institutionnalisé, et dont l'objectif sera de convaincre les salariés de la *nécessité* d'abandonner leurs droits, sans protester.

Face au patronat et au gouvernement, non pas « négociation », mais mobilisation permanente dans l'unité : voilà la seule réponse possible !

Non au démantèlement du Code du travail ! Arrêt immédiat des négociations avec le gouvernement et le patronat ! Unité et mobilisation permanentes des travailleurs pour la reconquête de leurs droits !

Emeric

(Suite de la page 7)

en finir avec le caractère (pseudo) démocratique des organismes de cogestion (même plus besoin de procéder à des élections, soi-disant représentatives, de professeurs, personnels et étudiants), pour les transformer en Conseils d'Orientation Stratégique avec un poids prépondérant des « personnalités extérieures », autrement dit, des patrons.

L'organisation et l'unité d'action des étudiants, des personnels et des professeurs

Aujourd'hui il ne s'agit pas, comme le disent certains responsables syndicaux, « d'émettre des réserves ou des inquiétudes », « d'attendre pour voir ce que

va faire le gouvernement », et encore moins « d'ouvrir des négociations » avec le gouvernement Fillon. Le message de Sarkozy et de Fillon est suffisamment clair : il n'y a rien à attendre. Aujourd'hui il est urgent de nous organiser et d'agir contre l'ensemble de ces mesures qui visent à liquider l'enseignement supérieur public. La question qui se pose aujourd'hui c'est celle l'organisation des étudiants, des personnels et des professeurs pour la défense inconditionnelle de l'enseignement public. Cela implique de se regrouper dans des organisations réellement indépendantes et de rompre définitivement avec tous les organismes de cogestion, qui ne servent qu'à acheter les élus et intégrer les organisations syndicales. On ne peut pas à la fois négocier et être aux côtés de ceux qui

luttent. Il est donc urgent d'agir pour unifier tous ceux qui veulent lutter pour l'enseignement public.

Mathieu

[1] Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, organe qui regroupe des représentants des étudiants, des personnels et des professeurs, ainsi que des personnalités extérieures tels que des membres du patronat ou des hommes politiques.

[2] Conférence des Présidents d'Université, organisme qui regroupe les présidents d'université ainsi que ceux de plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

[3] Pôles de Recherches et d'Enseignement Supérieur, un des systèmes qui préfigure la mise en place des pôles d'excellence dans l'enseignement supérieur.

La lutte pour la régularisation de tous les sans papiers continue !

Le collectif des sans papiers de Montreuil a participé à la Journée nationale d'actions décentralisées, le vendredi 4 mai, en organisant l'occupation d'un square public. Ainsi, des actions ont eu lieu dans le même temps à Limoges, Caen, Rennes, Niort, Montpellier. La volonté était de rappeler, juste avant le second tour, que les sans papiers étaient déterminés à lutter jusqu'au bout pour que l'on reconnaisse enfin leurs droits. Le collectif des sans papiers du 93 et la FSEUL se sont solidarisés avec cette action qui a réuni une cinquantaine de personnes. A 15h00, l'occupation débutait avec la mise en place de banderoles à l'entrée du square. Rapidement, la police est arrivée sur les lieux et le commissaire en personne nous a signalé que le maire de Montreuil avait signé l'arrêté de réquisition autorisant notre évacuation. A

18h30, devant le dispositif policier, il a été décidé de quitter le square pour partir en manifestation jusqu'à la mairie afin que le maire, apparenté PCF, s'explique sur son refus de soutenir le mouvement pour la régularisation des sans papiers. Personne n'a cru bon de nous recevoir.

Aujourd'hui, il est primordial que les organisations coordonnent leurs actions au niveau national, dans le cadre le plus large et unitaire possible.

Lycéens, Etudiants, Travailleurs, Solidarité avec les sans papiers !

Emeric

La liquidation de l'enseignement public : une priorité pour le gouvernement de la bourgeoisie

La période électorale est souvent propice à faire passer des mesures qui pourraient susciter des réactions ou des résistances. Pendant que les médias concentraient leur attention sur la campagne présidentielle, le gouvernement et les organismes de collaboration de classe s'attelaient à faire avancer des « dossiers » qui, ces dernières années, ont engendré de nombreuses luttes et mobilisations de la part des jeunes et des travailleurs. Déjà en 2002, entre les deux tours de l'élection présidentielle, le ministre de l'éducation de l'époque, Jack Lang, avait fait publier les décrets permettant l'application du LMD, approfondissant ainsi le processus de destruction de l'enseignement public.

Cette année la manoeuvre s'est répétée. Lors de la séance du 16 avril dernier, le CNESER [1], sur proposition de la CPU [2], a rendu un avis favorable pour que les PRES [3] puissent délivrer leurs propres diplômes. Dans la même logique, il s'est prononcé en faveur de la fusion des Master Professionnel et Master Recherche, et en faveur de la sélection à l'entrée du Master. Bien que le CNESER soit un organe consultatif d'un point de vue formel, les avis qui en émanent sont, le plus souvent, mis en application par le gouvernement. A cela, il faut ajouter la publication de décrets autorisant la création de PRES, visant à mettre en place des pôles d'excellence. C'est le cas, par exemple, de l'université européenne de Bretagne, de l'université Paris-Est, ou de l'université de Toulouse.

Quel est l'objectif de ces mesures ?

Ces mesures, qu'elles soient préconisées par le CNESER ou qu'il s'agisse des décrets publiés par le gouvernement, s'inscrivent dans la continuité des politiques qui, menées par les gouvernements successifs, visent à liquider l'enseignement supérieur public.

La création des PRES et la sélection à l'entrée des Masters sont intimement liées. La création des PRES doit permettre la mise en place de pôles d'excellence par la loi. Il s'agit d'autoriser, et donc de favoriser, le regroupement et la fusion d'établissements d'enseigne-

ment supérieur au sein d'une entité visant compétitivité et rentabilité sur le « marché mondial de l'éducation ». La création de ces pôles entraîne la suppression de postes dits « doublons » ou de filières dites non rentables. Les futurs pôles d'excellence ont vocation à accueillir moins d'étudiants que la somme des étudiants qui se trouvent aujourd'hui dans les établissements amenés à fusionner.

Dans la logique de ces futurs pôles d'excellence, il faut procéder à une sélection des étudiants. Jusqu'à aujourd'hui cela était théoriquement impossible, puisqu'un étudiant qui obtenait au moins une moyenne de 10/20 pouvait poursuivre ses études jusqu'en maîtrise. La maîtrise ayant été supprimée avec la mise en place du LMD, il s'agit désormais de sélectionner à la sortie de la Licence. L'avis du CNESER sur la sélection à l'entrée du Master va dans ce sens, et il sera prochainement suivi par la publication d'un décret. Les pôles d'excellence pourront ainsi sélectionner en toute légalité. A cela s'ajoute la sélection des lycéens à l'entrée de l'université. Il sera donc de plus en plus difficile de poursuivre le cursus de son choix.

Pour que le système de destruction de l'enseignement public soit complet, il faut que les PRES puissent délivrer leurs propres diplômes. Aujourd'hui, seules les universités publiques ou agréées sont autorisées par le ministère de l'éducation nationale à délivrer les diplômes de Master. Le fait d'autoriser les PRES à faire de même, va accentuer l'individualisation des diplômes. Or, l'individualisation des diplômes c'est la mise en concurrence des étudiants. En d'autres termes, la délivrance des diplômes par les pôles d'excellence correspond à l'aboutissement de la logique mise en place par les réformes ECTS/LMD, réforme ayant permis de mettre fin au contenu national des diplômes. L'individualisation des diplômes, c'est la fin de leur reconnaissance dans le Code du travail et les conventions collectives.

On retrouve donc, dans ces mesures, le double objectif de la logique de privatisation de l'enseignement: d'une part,

faire de l'éducation un marché, rentabiliser un pan de la société qui, jusqu'ici, échappait en grande partie à la logique capitaliste; d'autre part, individualiser les diplômés et les formations pour faire baisser le coût du travail et augmenter le taux de profit des entreprises.

Enfin, la dernière mesure, qui consiste à fusionner les Masters recherche et professionnel, vise à imposer des stages aux filières consacrées à la recherche. L'enseignement théorique est sacrifié au profit de « l'expérience professionnelle ». En fait, les stages servent à fournir une main d'oeuvre bon marché aux entreprises siégeant dans les Conseils d'Administration des facs.

Le programme du gouvernement Sarkozy-Fillon en matière d'enseignement

Nicolas Sarkozy a mené sa campagne électorale sur le thème de la « rupture ». En regardant son programme, on se rend immédiatement compte qu'en fait de « rupture », il va appliquer les plans de la bourgeoisie dans la continuité du gouvernement sortant, auquel il appartenait. Cela est vrai pour les questions sociales comme pour les questions d'éducation. Le nouveau président de la république a annoncé que l'enseignement supérieur constituait une de ses priorités. Il a affiché sa volonté d'augmenter l'autonomie des universités, d'augmenter les frais d'inscription, de favoriser le financement privé de l'enseignement supérieur et de réformer le fonctionnement des CA des universités.

Le message est clair : il veut mener à terme la liquidation de l'enseignement public. Favoriser l'autonomie des universités, c'est légiférer pour accélérer la mise en place des pôles d'excellence; augmenter les frais d'inscription, c'est procéder à une sélection sociale accrue, et en finir une fois pour toutes avec l'université publique pour tous ; favoriser le financement privé, c'est soumettre définitivement l'enseignement aux intérêts immédiats des entreprises; réformer le fonctionnement des CA, c'est

(Suite page 6)

Manifestation du 1er mai.

Entre deux tours des élections présidentielles, comme toute la campagne, a été accompagné par une intense mobilisation des travailleurs, qui ont cherché à faire entendre leurs revendications : pour la hausse des salaires, contre l'augmentation de la productivité, pour l'embauche des temps partiels en temps complets, et des CDD en CDI... Devant des bureaucraties syndicales sans volonté d'unifier les luttes en cours, et devant des partis qui, soi-disant au service des travailleurs, ont prouvé que les luttes étaient au service de leur seule campagne, les travailleurs et la jeunesse pouvaient encore espérer profiter de la journée internationale des luttes ouvrières pour faire entendre leur voix.

Oui mais voilà, la manifestation du 1er mai a souffert, elle aussi, du contrôle des appareils institutionnels et bureaucratiques. La participation a été importante : les 250 manifestations syndicales ont rassemblé plus de 200 000 personnes, dont 60 000 à Paris, ce qui représente le double des cortèges de 2005 et 2006. Mais malgré cette participation, qui confirme la volonté de la classe ouvrière de chercher les voies de l'offensive, les revendications portant sur le pouvoir d'achat, les salaires et les retraites n'ont pas eu la place qu'aurait dû leur consacrer un tel rassemblement.

Les jeunes militants du GSI ont manifesté aux côtés de lycéens, d'étudiants et de jeunes travailleurs, dans le cortège de la FSEUL, un des rares syndicats étudiants se revendiquant encore du mouvement ouvrier. Le cortège, qui a réuni une trentaine de personnes, était encadré par deux banderoles exprimant les combats menés par le syndicat ces derniers mois : « Lycéens, étudiants, travailleurs : des papiers pour tous ! », pour réaffirmer que les sans-papiers sont des élèves et des travailleurs comme nous ; et « Fac pour tous : Non aux pôles d'excellence ! »

Aurélie, lycéenne à Aulnay-sous-Bois, qui a participé à notre cortège, nous a donné son impression le lendemain de la manifestation.

Quelles ont été tes motivations en tant que lycéenne pour défilé ce premier mai ?



Aurélie : *Je voulais d'abord entendre les opinions des autres manifestants, mais aussi me faire entendre. On peut faire changer les choses, par la manifestation.*

Quelles étaient tes revendications ?

Aurélie : *On est pendant les présidentielles, je voulais faire entendre ma voix pour le futur des jeunes. Il fallait que les lycéens participent parce que la casse de l'éducation, la répression, les expulsions de sans-papiers nous concernent. Trop souvent, on se rend compte qu'il fallait se bouger quand il est trop tard. Autant être prévoyant... moi je suis prévoyante !*

Ton impression générale sur le défilé ?

Aurélie : *Il y avait du monde, la place de la République a été remplie assez tôt. Les gens étaient motivés. Mais les sonos, la musique ne servaient à rien : la parole c'est la meilleure arme. On n'entendait pas ceux qui avaient des choses à dire.*

Et sur le cortège de la FSEUL ?

Aurélie : *Notre cortège était motivé, mais on ne s'est pas assez fait entendre ! Ça nous a permis de faire connaître la FSEUL et de gagner de nouveaux militants.*

(Aurélie a d'ailleurs rejoint la FSEUL suite à la manif)

Que représente pour toi le 1er mai ?

Aurélie : *C'est la fête des travailleurs, des ouvriers. C'est LE jour où les ouvriers peuvent se faire entendre. C'est un rassemblement idéal.*

Nous sommes d'accord avec Aurélie lorsqu'elle dit que l'on peut changer les choses par la manifestation, par la mobilisation.

Aujourd'hui, nous devons nous efforcer de construire l'outil qui aidera la jeunesse et les travailleurs à faire entendre leurs revendications, indépendamment des bureaucraties syndicales, et permettre ainsi d'unifier les luttes, premier pas obligatoire vers une victoire de la classe ouvrière. C'est ce que nous nous efforçons de faire au quotidien, sur nos facs et nos lycées, en construisant la FSEUL.

Greg et Griselda

Militants GSI et syndicalistes FSEUL

Bilan de la mobilisation des étudiants contre les pôles d'excellence dans les universités.

Après plusieurs mois de campagne contre la mise en place des pôles d'excellence dans le système universitaire français, la FSEUL, porteuse de 1 500 signatures, a été reçue par la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur, le 2 mai dernier.

Plusieurs mois de campagne, durant lesquels les militants et sympathisants sont allés au contact des étudiants et des lycéens afin de leur expliquer le processus de démantèlement de l'enseignement supérieur. Plusieurs mois à mobiliser contre la privatisation des universités et la sélection à la fin du lycée.

Que le ministère ait reçu notre délégation, soutenue par un rassemblement d'étudiants et de lycéens, est une victoire de notre organisation, mais nous n'en attendions rien d'autre que de nous faire entendre. A quelques jours des élections, notre interlocuteur a refusé de se prononcer clairement sur la continuité de la politique de privatisation de l'université, une

politique menée par les gouvernements successifs. Il n'a pourtant pas démenti formellement la mise en place progressive de la sélection à l'entrée des facs, le « renforcement des partenariats public/privé dans l'enseignement supérieur » (soit la continuité de la privatisation, dit dans la langue fleurie des ministères), la hausse possible des frais d'inscription... Pas de révélations fracassantes donc, mais la confirmation implicite de nos propres conclusions, quant à la mise en place des pôles d'excellence.

Le plus important à présent est de continuer à nous mobiliser en permanence contre les réformes qui cassent le service public d'éducation, pour un enseignement public, laïc et gratuit pour tous, de la maternelle à l'université. C'est en ce sens que les militants du GSI entendent continuer leur combat pour la construction de la FSEUL.

Greg

Militant GSI, syndicaliste FSEUL

Lycéens, Etudiants, Travailleurs : Unité dans la lutte !

L'élection de Sarkozy, le 6 mai, a marqué le point de départ d'une mobilisation étudiante en France. Ainsi, cette semaine, de nombreuses assemblées générales se sont déroulées dans les universités et les lycées. A ces AG, la FSEUL a participé avec l'objectif de préparer une mobilisation contre la mise en place des pôles d'excellence et contre les attaques aux droits des travailleurs.

Ainsi, l'AG du 15 mai à la Sorbonne a permis l'adoption d'une plate-forme de revendications et la constitution de comités, comme cela est déjà le cas à Tolbiac. Ces revendications dépassent le cadre de l'université :

- Contre la destruction/privatisation de l'enseignement public qui passe par la mise en place des pôles d'excellence.
- Contre la casse du Code du travail et la généralisation de la précarité à l'ensemble des travailleurs.
- Contre la politique de chasse aux sans papiers et de répression des mouvements de grève et de protestation.

Ces revendications sont claires. Les étudiants démontrent, une fois de plus, leur volonté d'unifier les luttes à l'échelle nationale et avec tous les secteurs, lycéens, étudiants, travailleurs, contre la politique de casse systématique des acquis ouvriers.

La manifestation du 16 mai, qui a réuni un millier de personnes à Paris, et l'AG qui a suivi sont le point de départ pour la construction d'une coordination nationale unitaire de



lutte, prête à porter les revendications de la jeunesse et des travailleurs jusqu'au bout.

La FSEUL, avec ses banderoles « Lycéens, Etudiants, Travailleurs : des papiers pour tous » et « Non aux pôles d'excellence : Facs pour tous », s'intègre dans ce processus d'unification des luttes et appelle tous les autres secteurs en lutte à rejoindre ce mouvement, afin de faire aboutir nos revendications !

Emeric,

Militant du GSI, syndicaliste FSEUL

Le GSI sur la toile :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Irak, Palestine : l'apartheid, comme dernier rempart de l'impérialisme

En février, Bush, malgré l'opposition toujours croissante du peuple des Etats-unis à la poursuite de la guerre, annonçait l'envoi massif de troupes à Bagdad afin de briser la résistance dans la capitale irakienne. Force est de constater que les 30 000 Gi's supplémentaires, aidés de leurs supplétifs irakiens, ont connu un échec cuisant dans cette entreprise. Le mois d'avril fut particulièrement meurtrier pour les soldats de l'impérialisme (plus de 70 morts), tandis que les affrontements entre factions de la bourgeoisie irakienne continuaient d'ensanglanter la population. D'où l'essai depuis peu, par les généraux yankees, d'une nouvelle tactique, inspirée des élucubrations d'un officier français durant la guerre d'Algérie...

Dans la précipitation, l'état-major US a entrepris l'édification de murs autour de différents quartiers dits confessionnels de Bagdad. Une balkanisation à petite échelle. Les Etats-Unis, qui bénéficient d'une expérience certaine dans la mise en place et le maintien de régimes ségrégationnistes, en font aujourd'hui profiter les masses irakiennes. Tandis que le porte-parole de l'armée US, le contre-amiral Mark Fox, tente de justifier cette entreprise (« *Ces barrières de sécurité sont une initiative de l'armée irakienne et ont été approuvées par le gouvernement d'Irak. [...] Elles sont des boucliers provisoires pour protéger le peuple irakien des meurtriers qui essaient de faire entrer des voitures piégées dans leurs quartiers* »), la colère monte au sein d'une population qui peine de plus en plus à survivre.

Les Irakiens, qui subissent quotidiennement l'oppression de l'impérialisme et ses alliés locaux, opposent une résistance farouche à la construction de ces murs. Signe que la partition religieuse encouragée par les USA n'a pas encore complètement brisé l'unité du peuple irakien. Un peuple qui exprime de plus en plus massivement sa volonté de voir les Etats-unis quitter l'Irak : le 9 avril, une manifestation réunissait plusieurs centaines de milliers de personnes, à Nadjaf, pour réclamer le départ des forces étrangères. Des blocs de béton

d'un côté, des manifestants toujours plus nombreux de l'autre : l'avenir de l'impérialisme US en Irak apparaît bien sombre. Le Parti islamique (organisation bourgeoise d'obédience sunnite) résume, dans un communiqué, les conséquences de la stratégie aveugle de l'impérialisme : « *Encercler des territoires de la capitale avec des fils barbelés et des blocs de béton sera néfaste, économiquement et socialement. Sans compter que cela renforcera les sentiments sectaires.* »

C'est précisément ce que cherchent les stratèges de l'impérialisme. Des premières vagues de colonisations européennes, en passant par la politique française en Afrique, le « diviser pour mieux régner » a toujours été la tactique favorite de l'impérialisme. Avec les conséquences que l'on sait (au Rwanda, par exemple). L'armée US se tire une nouvelle balle dans le pied. Les soutiens irakiens des USA, devant la barbarie croissante de l'occupation, se défont l'un après l'autre. L'occupant ne peut même plus compter sur l'appui du gouvernement fantoche, mis en place à la chute de Saddam Hussein : aujourd'hui, ce gouvernement n'a autorité qu'au sein de la « zone verte », l'enclave américanisée de Bagdad. Dernier acte de l'émiettement du pouvoir colonial en Irak, le départ de l'organisation chiite de Moqtada al Saadr du parlement irakien. Un départ qui laisse présager le naufrage.

Affaibli militairement, inexistant politiquement, l'occupant états-unien poursuit sa fuite en avant, entraînant dans sa chute le prolétariat irakien. Afin de continuer encore un peu le pillage des formidables ressources pétrolières du pays, il fournit les outils aux directions politiques religieuses pour achever la partition du pays. Devant l'édification d'un des murs qui partagent maintenant Bagdad, un pharmacien irakien se demandait : « On est en Cisjordanie, ici ou quoi ? » (Los Angeles Time). Question pertinente, tant la situation des peuples irakien et palestinien sont similaires.

En effet, la construction du mur de séparation entre Israël et les territoires continue, officialisant l'apartheid que

subissaient déjà les travailleurs palestiniens. Cependant, les manifestations contre l'édification du mur se poursuivent malgré la répression féroce des forces sionistes : vendredi 13 avril, 17 personnes ont été blessées. La crise qui ronge l'impérialisme US a des répercussions au cœur du système israélien. En parallèle de la défaite militaire des Etats-unis en Irak, l'humiliation subie par l'armée sioniste au Liban a ouvert une crise sans précédent en Israël. La stabilité de la « seule démocratie du Moyen Orient » reposant pour beaucoup sur les épaules de son armée, son échec face au Hezbollah a des conséquences politiques majeures.

Aujourd'hui Ehoud Olmert, digne successeur d'Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien, est sur la sellette. Une coalition de partis sionistes, allant de l'extrême droite religieuse à la gauche réformatrice, exige sa démission. Après les scandales sur les transactions d'un général israélien, et les révélations sur les mœurs pour le moins particuliers du président Moshe Katsav, le rapport Winograd, qui note la responsabilité directe d'Olmert dans la défaite au Liban, est une nouvelle fissure dans la plus solide tête de pont de l'impérialisme yankee au Moyen-Orient. Une fissure qui fragilise un peu plus le colosse aux pieds d'argile : il ne manque plus grand-chose pour le mettre à bas, mais c'est là le pas le plus difficile à faire.

L'organisation indépendante des travailleurs du Moyen-Orient, hors des partis islamiques qui ne cherchent que le compromis avec l'impérialisme, est le seul moyen d'en finir avec la barbarie quotidienne. Les derniers affrontements entre Fatah et Hamas prouvent, dramatiquement, que la nécessité d'une organisation révolutionnaire internationaliste, comme direction de la lutte du peuple palestinien, n'est pas une vision de l'esprit.

En Irak comme en Palestine : pour la défaite des armées impérialistes !

Pour un seul Irak et une seule Palestine, laïcs et socialistes !

Rémy

(Suite de la page 12)

attend le lancement d'un nouveau et plus grand parti social-démocrate : c'est là le projet auquel il travaille avec la gauche de la DS (ex-PCI) de Mussi et Salvi, qui ont rompu lors du congrès de la DS, avec D'Alema et Fassino, décidés à construire un parti démocratique.

Le nouveau parti devrait compter sur un nombre d'adhérents deux fois plus important que celui de Refondation (Mussi a obtenu 15% au Congrès, à peu près 38 mille votes et presque 80 mille adhérents), mais avec une insertion syndicale bien supérieure. Le « projet » devrait donc construire un parti social-démocrate plus fort qui serve de béquille au gouvernement libéral, dont le principal appui serait le Parti Démocratique. Les références (symboliques) au « communisme » disparaîtraient ou seraient progressivement réduites (comme dans le cas du symbole du PCI devenu PDS) (4). Le nouveau parti aurait pour tâche de garantir l'appui politique et syndical du mouvement ouvrier au gouvernement des patrons.

La gauche critique : est-ce utile de revenir au Bertinottisme originel ?

Contre ce projet anti-ouvrier, ni une opposition relative, ni des petits partis

dotés de leaders de poids (5), ni même des petits projets un peu plus à gauche ne serviraient à rien, même au nom d'un supposé retour au bertinottisme originel, comme le propose Turigliatto (dirigeant mandeliste) avec la Gauche Critique et son projet « incompatible avec la guerre ». Certainement, un « appui critique » ou « extérieur » au gouvernement de la bourgeoisie - comme l'a proposé Tutigliatto au congrès nationale de la Gauche critique - ne sert à rien, ce qui ferait la différence, c'est une opposition de classe dans les rues, les locaux de travail et même au sein des institutions bourgeoises. Pas un parti qui occupe l'espace ouvert par Refondation avec la social-démocratie, plus lié au mouvement social et qui prétendrait (selon les mots de Turigliatto) aiguillonner le gouvernement impérialiste.

Il faut un nouveau parti communiste de militants, qui suive le programme du marxisme, puisse appuyer immédiatement les luttes nécessaires pour freiner les attaques de la bourgeoisie et relancer un programme réel d'alternative de classe sur le plan national et international, s'inscrivant dans la construction d'un parti mondial. C'est à ce projet que travaille, avec ses modestes moyens, mais avec beaucoup de ténacité, le PdAC, section de la Ligue Internationale des Travailleurs. C'est ce que font

tous les jours dans tant de villes italiennes, des centaines de travailleurs et de jeunes. C'est ce que nous proposons à tous les militants qui rejettent le capitalisme et ses gouvernements et donc toutes les variantes bigarrées de la social-démocratie.

Francesco Ricci

1. PRC : Parti de la Refondation Communiste qui, aujourd'hui, fait partie de la coalition du gouvernement de Romano Prodi.

2. L'Union : nom de la coalition de centre-gauche qui soutient le gouvernement de Prodi.

3. Déclarations publiées dans un entretien en première page de *Liberazione* (13/01/07).

4. PDS (Partito Democratico della Sinistra): Parti Démocratique de Gauche, nom adopté par la majorité du Parti Communiste Italien, en 1991. Le PRC est né d'une rupture avec ce secteur.

5. Nous nous référons, ici, au PCL (Parti Comunista dei Laboratori) de Ferrando, né d'une assemblée nationale tenue en grand secret récemment à Rimini. Une tentative - dont la faillite est avérée - pour construire un parti sans programme (mais avec « quatre points » généraux), sans journal (sauf un bulletin semestriel), sans liens avec les militants : bref, un parti où la seule certitude est la place de leader de Ferrando.

Dernière minute...

Appel de l'assemblée générale réunie au CICP après la manifestation parisienne du 16 mai

Voté par l'AG, qui a réuni 150 personnes.

L'Assemblée générale se félicite du succès de la manifestation qui a réuni 2 000 étudiants, jeunes, travailleurs contre le programme de régression sociale de Nicolas Sarkozy.

L'AG appelle à la poursuite de la mobilisation pour préparer la résistance sociale sans attendre :

- Contre la casse des acquis sociaux ;
- Contre la mise en cause du droit de grève ;
- Contre le contrat de travail unique qui généraliserait la précarité ;
- Contre la privatisation de l'éducation et les « pôles d'excellence » ;
- Contre l'élévation de la productivité, pour les 300 euros pour tous ;
- Contre les expulsions de sans-papiers, pour la régularisa-

tion de tous ;

- Contre la répression des jeunes qui se mobilisent, militants, manifestants, pour l'amnistie de tous.

Il n'y a donc rien à négocier dans le programme de Sarkozy, mais il s'agit de le mettre en échec par un mouvement d'ensemble, de préparer la grève générale.

C'est pourquoi l'AG :

- appelle à une nouvelle manifestation des jeunes et des salariés le **SAMEDI 2 JUIN**, suivie d'une nouvelle Assemblée générale régionale ;
- appelle les organisations syndicales et politiques du mouvement social à se joindre à cet appel et à participer à la réunion du 22 mai 19h (Bourse du travail) ;
- appelle à la tenue d'AG et de Comités de préparation de la résistance sociale partout où c'est possible (universités, lycées, quartiers, entreprises) et à leur coordination.



Un projet contre les travailleurs

Le nouveau projet de Bertinotti et Mussi au nom de la « gouvernance » bourgeoise.

Comment la bourgeoisie utilise Refondation Communiste

En janvier, après avoir participé à l'approbation de budgets scandaleux, Franco Giordano (Secrétaire général du Parti de la Refondation Communiste-PRC (1)) discernait lors du sommet de l'Union, à Caserta, une « nouvelle phase ». Grâce aux ressources de persuasion de Refondation sur les forces de l'Union (2), Fassino lui-même s'est convaincu de « *faire coïncider réformes et équité* », remettant le gouvernement « *en syntonie avec le peuple* » (3).

Et, avec ces garanties «à notre peuple », ils ont développé une pincée d'humour pour les medias, après une interview, à Versan, sur les privatisations et un article de Padoa Schioppa sur les magnifiques vertus de la rigueur (pour les travailleurs), Refondation a montré à la bourgeoisie qu'elle avait fait un bon pari en approuvant à une grande majorité la présence du PRC dans le gouvernement. La bourgeoisie sait qu'il n'est possible de lancer une attaque contre la classe ouvrière, sans précédent dans toute l'histoire républicaine, qu'avec l'appui de la bureaucratie syndicale et du PRC : ils ont ainsi réussi à obtenir une importante diminution des heures de grève, dès la première année du gouvernement de centre-gauche (si on le compare à la dernière année du gouvernement de centre-droit).

Les « communistes » du gouvernement n'ont pas effrayé la bourgeoisie, pas même un instant, puisque il était clair que, comme toujours, quand les partis ouvriers entrent dans les antichambres du pouvoir du système capitaliste, leur rôle a toujours été de freiner les luttes. Pour savoir comment le faire, ils ont donné libre cours à la magnifique dialectique des Russo Spina (« nous avons voté les douze propositions de Prodi, car nous ne nous en contentons

pas et voulons la lune ») des Gagliardi et des Migliore. Des individus qui sont devenus maîtres en l'art de vendre des bouteilles de Lambrusco, coupé à l'eau, en les faisant passer pour un « Barolo » d'excellente cuvée.

La guerre sociale contre les travailleurs se combine avec une guerre militaire à l'extérieur, un renfort patriotique au service du capitalisme italien. Aucun gouvernement n'avait osé en faire autant : retraites, TFR, augmentation du budget militaire, augmentation des troupes et des armes en Afghanistan.

Le même Giordano (s'adressant dans ce cas aux patrons, peut-être pour les mettre en garde contre l'indigestion) s'est permis de rappeler que « Cofindustria (la patronale italienne) avec les derniers budgets généraux, a obtenu plus que jamais auparavant ». Et ce n'était que l'apéritif, auquel succédèrent des plats plus savoureux qui étaient au menu des « douze points » avec lesquels le gouvernement est sorti de la crise parlementaire.

Renforcement du gouvernement et affaiblissement du PRC

Mais les arguments que le groupe dirigeant de Refondation utilise pour convaincre ses militants et son milieu politique sont moins convaincants, pour qui possède un peu de jugeotte. Ce n'est pas raisonnable de continuer à promettre le « temps des dédommagements », alors que le gouvernement annonce « le temps des sacrifices ». L'épouvantail du « retour de Berlusconi », n'est pas non plus raisonnable quand, grâce aux politiques de l'Union, le centre-droit est en train de se développer, autant au niveau social (comme les sondages l'indiquent), qu'au niveau électoral.

C'est pour cela, la confusion augmente, et l'insatisfaction se traduit par des protestations contre la bureaucratie syndicale et contre Bertinotti (désigné comme « le traître »), d'abord par les travailleurs de Mirafioris (FIAT) et ensuite par les étudiants universitaires de Rome. C'est pourquoi la situation

interne de Refondation connaît un évident et rapide déclin. Néanmoins, s'il y a un renforcement de la majorité de Bertinotti, rejoint maintenant par le courant de Claudio Grassi et le courant « Être communiste » (qui lors de la conférence de l'Organisation à Carrara a voté la motion de Giordano retirant la lutte « anti-impérialiste » et de « parti » au milieu des embrassades et de l'émotion générale), les cercles (organisations de bases de Refondation) sont en train de disparaître. Le PRC a été mâché et recraché par le gouvernement comme on faisait avant avec le tabac. Et les militants sont de plus en plus remplacés par les arrivistes. C'est ce qu'a déclaré Giordano, à Carrara, en invoquant la nécessité de « nouvelles règles » internes pour combattre les manifestations de mauvaises habitudes, qui en réalité sont le fruit du choix gouvernemental du parti, choix qui l'éloigne des luttes et substitue aux nécessités collectives les ambitions individuelles.

Pour acquérir une légitimité, en tant que force au pouvoir, aux yeux de la bourgeoisie, les dirigeants de Refondation, se voient contraints d'avalier des couleuvres en faisant même l'éloge du chef, mais plus la bourgeoisie leur accorde sa confiance (la presse fait chaque jour l'éloge de la distante élégance du président de l'assemblée), plus ils s'éloignent des travailleurs, moins ils seront capables de contrôler les mobilisations ouvrières et, par conséquent, moindre sera leur utilité pour la bourgeoisie (laquelle, bien sûr, ne sait que faire des déclarations de Bertinotti sur la « ville des hommes », ou sur Kant, si celles-ci ne permettent pas d'assurer la « paix sociale »). C'est là la contradiction de Refondation, mais de manière générale, c'est là le problème de toutes les forces sociales-démocrates dans une époque qui se caractérise par l'échec historique de la Social-Démocratie.

Que veut-on construire avec le projet de Mussi et Bertinotti ?

Pour sortir de cette impasse, Bertinotti

(Suite page 11)